

JANVIER 2021

PARTISAN

MAGAZINE

ET APRÈS ?

**ON REDÉMARRE
LA MACHINE
CAPITALISTE
OU
ON CHANGE
DE SYSTÈME ?**

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex

QUESTIONS AUTOUR DU



LE MONDE D'APRÈS : DES « JOURS HEUREUX », POUR QUI D'APRÈS VOUS ?

14

Sans espérer un changement révolutionnaire, on pouvait se dire que la crise sanitaire obligerait la bourgeoisie à faire quelques réformes positives, en faveur des travailleurs de la santé par exemple, ou même des premiers de corvée en général. Macron avait été jusqu'à déclarer que « la santé, ça n'a pas de prix », que les travailleurs de base sont des héros, que nous devons retrouver des « jours heureux » comme en 1945.

Mais c'était, comme les tirailleurs sénégalais ou algériens pendant la guerre, croire que la patrie leur serait reconnaissante ! C'était exprimer le profond désir de changement des prolétaires, mais oublier l'hypocrisie congénitale des politiciens bourgeois. Rappelons-nous Sarkozy en 2008, ce n'est pas si vieux.

Après la crise bancaire américaine des « subprimes », et la crise financière et économique mondiale qui s'ensuit, un plan de sauvetage des banques françaises est lancé. Le discours de Sarkozy à Toulon du 25 septembre 2008 paraît historique. Il déclare : « Au fond, c'est une certaine idée de la mondialisation qui

s'achève avec la fin du capitalisme financier qui avait imposé sa logique à toute l'économie et avait contribué à la pervertir ».

Les médias se font, comme à l'ordinaire, la caisse de résonance du pouvoir. L'heure est à la dénonciation des patrons voyous, des bonus mirifiques des traders, des parachutes dorés des grands directeurs, et le Président va jusqu'à annoncer la fin des paradis fiscaux.

En décembre 2008, un plan de relance de 26 milliards est donc annoncé, mais il va aux banques et aux entreprises, y compris les PME. Par contre, à la fin du quinquennat, il y aura 1 100 000 chômeurs de plus.

Au niveau mondial, le bilan est identique. Selon le classement 2010 du magazine Forbes, en un an le nombre de milliardaires en dollars est passé de 793 à 1011 et leur patrimoine cumulé était en hausse de 50%. En un an... Pendant ce temps, le chômage poursuivait sa progression mondiale¹.

Non, le monde d'après ne sera pas légèrement rectifié suite au passage d'un mauvais virus. Il sera encore plus injuste, et ne sera détruit que par la révolte massive des victimes de ce capitalisme catastrophique.

.....
¹ Khigh Franck, Wealth Report 2010, Boston Consulting Group ; cite dans *La guerre sociale*, Ed. Le passager clandestin, p. 69.

ET RÉPONSES

« MONDE D'APRÈS »

2

C'EST QUOI, LES PRODUCTIONS ESSENTIELLES, ET LES NON ESSENTIELLES ?

Deux phrases de Charlie Hebdo ont fait le tour des réseaux sociaux :

« Notre économie s'effondre dès qu'elle cesse de vendre des trucs inutiles à des gens surendettés ». Et « les personnes les moins bien payées du pays sont les plus essentielles à son fonctionnement ».

Deux phrases, deux erreurs. Ce n'est pas, principalement, un problème de circulation du Capital – de vendre des trucs – mais de production, et de production **de profits**. Deuxièmement, ce n'est pas seulement un problème de répartition des richesses – des travailleurs moins bien payés, des surendettés – mais un problème **d'exploitation**. Reste une question pourtant : C'est quoi les « trucs inutiles », et les activités « essentielles » ? Pour le Capital, tout ce qui produit du profit est utile. Mais de notre point de vue, du point de vue des besoins humains ?

Michael Löwy, dans son livre « Qu'est-ce que l'éco-socialisme ? »², pose la question et y répond ainsi : « Une nouvelle société orienterait la production vers la satisfaction des besoins authentiques – l'eau, la nourriture, les vêtements et le logement –

mais aussi les services essentiels que sont la santé, l'éducation, la culture et le transport » (p. 59). On pourrait y ajouter la communication.

La plate-forme politique de VP pose la question « Quelle production ? » (cahier 3, page 22) et donne des contre-exemples : « Le capitalisme, c'est aussi des armes contre les peuples dominés, des produits pour les dictatures, des gaspillages éhontés... ». Evoquant au passage que le processus des productions est aujourd'hui une réalité mondialisée et structurée par l'impérialisme. Dans notre dernier numéro de Partisan Magazine (N°15) nous avons montré comment le développement de la Chimie touchait à l'ensemble de la société, au travail comme dans la vie quotidienne, la nature elle-même via la pollution, le réchauffement climatique et les déchets, en multipliant les toxiques de plus en plus dangereux pour l'homme et la planète.

Entre la production et la consommation se situe la publicité, dont la fonction est de créer des besoins artificiels. Supprimons-la, remplaçons-la par une « information fournie par les associations de consommateurs »², et les besoins réels pourront primer.

La crise de la Covid-19 a eu le mérite de montrer que la société pouvait, si on le décidait, fonctionner différemment. Que l'on avait le droit de s'interroger sur ce qui était utile et ce qui ne l'était pas.

.....
2 Édition Le Temps des Cerises 2020.



16 mars 2020, la CGT obtient la fermeture de l'usine Renault Sandouville pour danger grave et imminent et demande la fermeture des entreprises de la métallurgie « non essentielles à la nation »
 • Crédit : Ouest-France

D'autre part, face au confinement et au couvre-feu, des protestations ont exprimé un curieux besoin, celui de rencontrer des amis, des parents éloignés, celui de rencontrer des camarades de lutte, de manifester. Car la société n'a pas que pour horizon l'économie, la production de biens et la consommation. Les vraies richesses humaines sont le temps libre, les relations humaines, l'épanouissement personnel dans la solidarité collective.

3

COMMENT N'A-T-ON RIEN PU PRÉVOIR? COMMENT DU COUP PRÉVOIR LE « JOUR D'APRÈS »?

Le capitalisme est absolument aveugle sur le long terme, ne peut voir que le court-terme. D'autant que la concurrence entre puissances impérialistes est de plus en plus vive et s'accélère (voir Partisan Magazine N° 14 sur l'évolution de

la mondialisation). Alors, les très grandes puissances (USA, Chine...) peuvent avoir une marge de manœuvre, les puissances intermédiaires comme la France font ce qu'elles peuvent et courent derrière les événements.

On a donc restructuré massivement le secteur de la santé et de l'hôpital, on a fermé des milliers de lits, on a précarisé le personnel, on a liquidé la production de médicaments essentiels, on a privatisé et rentabilisé les actes pour des raisons financières et concurrentielles. Et ça continue : depuis la première vague de mars/avril, les fermetures de lits et réductions d'effectifs ont continué.

Qu'importe que les réductions de budget de la santé soient dérisoires au regard des milliards qu'il faut ensuite déverser sur toute l'économie pour maintenir à flots le système, et que le système de santé n'est désormais même plus capable de protéger le système de production capitaliste! Une autre société met la protection sanitaire du travailleur au premier plan – voir un autre article de ce dossier à ce propos.



En pleine épidémie de Covid, les suppressions de lits et de postes se poursuivent dans 13 hôpitaux. Tranquille...
 • carte élaborée par Bastamag.net

Qu'importent les conditions de vie, de travail, de logement, d'alimentation des prolétaires qui font exploser les facteurs de santé aggravants, comme l'obésité, le diabète, les risques cardio-vasculaires. Aujourd'hui, 90% (oui, 90%, chiffre de Santé Publique France) des décès du virus chez les moins de 65 ans sont en fait liés à ces causes sociales non traitées et à l'affaiblissement qu'elles entraînent. 20% des décès du virus seraient aussi liés aux effets de la pollution atmosphérique et de l'environnement, selon une étude allemande appuyée sur des données épidémiologiques chinoises, états-uniennes et italiennes... (Politis du 05/11).

La politique du capitalisme, c'est l'immédiat, le court terme, c'est la politique de la « protection immédiate », jamais de la prévention lourde.

C'est comme les EPI!

Les gestes barrières et le respect du confinement nous placent devant la même contradiction que les EPI, équipements de protection

individuelle au boulot. Gants, casques, chaussures de sécurité, lunettes, ...masques. C'est chiant, mais les délégués se battent pour que ce soit respecté. Il en va de la santé de chacun et de celle des autres ! Pourtant les militants et les ouvriers conscients sont aussi contre ! Dans la mesure où ces contraintes reportent les efforts et les responsabilités sur ceux qui sont au bas de l'échelle, alors qu'il faudrait commencer par traiter les problèmes à la source. Il est plus facile, et surtout moins coûteux, de fournir un masque au travailleur que d'installer un puissant système d'aspiration qui capte la poussière au cœur de la machine. Il est plus facile d'imposer à tous des gestes barrières que de s'attaquer aux causes de l'apparition de nouveaux virus...

Alors imaginer la bourgeoisie, dans les entreprises ou les ministères, en train de rêver à un monde d'après, c'est juste une belle blague – d'ailleurs quand on voit l'improvisation et les contradictions des mesures successives au fil des semaines, ça calme !

4

LA COVID A SURLIGNÉ LES INJUSTICES ET LES INÉGALITÉS

« Les personnes les moins bien payées du pays sont les plus essentielles à son fonctionnement ».

Retour sur la formule. On a parlé des éboueurs, aide-soignant.e.s et infirmière.e.s, enseignant.e.s, femmes de ménage, routiers, caissières, on a moins parlé des ouvrier.e.s qui continuent à produire avec tous les risques sanitaires sur les chaînes et les machines pour maintenir l'extraction du profit. Tous ces ouvriers, prolétaires et petits employés et techniciens qui font en fait tourner la machine capitaliste au profit des bourgeois, avec l'aide des fractions supérieures de la petite-bourgeoisie salariée (cadres, communicants, journalistes, experts en tous genres etc.) partis au vert en télétravail.

Le virus a rappelé cette vérité essentielle : le capitalisme est une société de classes où deux mondes s'affrontent, l'un qui exploite l'autre. La bourgeoisie d'un côté, le prolétariat de l'autre, et avec entre deux toutes les couches intermédiaires hésitantes.

Le jour d'avant était celui des bourgeois, le jour d'après sera un jour d'après quand il sera celui des prolétaires!

5

MAIS D'OÙ SORTENT TOUS CES MILLIARDS ?

Il y a de quoi s'interroger. Macron, le 26 octobre 2017 en Guyane, affirmait : « Je ne suis pas le Père Noël ! Le Père Noël est de gauche, il distribue tout gratis ! ». Aux travailleurs de la santé, c'était : « Je n'ai pas d'argent magique ». Et maintenant, les milliards pleuvent par dizaines, et au niveau européen par centaines. On devine bien qu'il est tout de même le Père Noël de certains, ses complices les capitalistes ; et on devine aussi qui va rembourser ces milliards dans les années qui viennent, par son travail, par ses impôts, comme la TVA et la CSG.

Reste une question : d'où sortent-ils tous ces milliards ? En réalité, la « planche à billets » de

l'ère informatique a la forme d'une ligne de crédit dans un plan comptable. Quand une banque, y compris la BCE, la banque centrale européenne, accorde un crédit, elle crée de la monnaie. Mais la monnaie n'est rien si elle n'entre pas dans la machine du Capital, si elle n'embauche pas des ouvriers pour créer de la valeur d'usage, et du profit, et si elle ne trouve pas de clients pour réaliser ce profit. En bout de chaîne, ce sont des prêts bancaires à rembourser, ou le krach généralisé. C'est donc un immense pari, qui va inévitablement un jour à la catastrophe.

« Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ses crises ? D'un côté, en imposant la destruction massive de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond des anciens marchés. Comment, par conséquent ? En préparant des crises plus générales et plus puissantes et en réduisant les moyens de les prévenir. » (Le Manifeste du parti communiste, ch. I).

En présentant le projet de loi de finances pour 2021, Bruno Le Maire a répondu à la question du remboursement de cette dette colossale : « Par la croissance. Mais aussi par le maintien de finances publiques saines. Et en poursuivant des réformes structurelles comme celle des retraites ou d'Action Logement ». Autrement dit, en surexploitant la planète et les travailleurs.

Pour résoudre leur crise économique, ils nous préparent des crises sociales et politiques « plus générales et plus puissantes ». La seule manière de s'en sortir, c'est que ces crises les « dégagent » tous, et changent complètement les règles du jeu, à la manière bolchevique : annulation de toutes ces dettes qui ne sont que des promesses de futures exploitations. Inutile de dire que ça ne se fera pas en douceur, avec le simple vote d'une VIe Constitution, ou une belle grève générale.

6

CE N'EST TOUT DE MÊME PAS LE VIRUS QUI LICENCIE ?

Evidemment non. La première évidence, c'est les choix bien clairs du gouvernement : maintenir à tout prix l'économie capitaliste à flots, et c'est encore plus net dans ce deuxième confinement.



27 juillet 2020, la présidente de l'UE et le président du Conseil européen se félicitent de l'adoption d'un plan de relance de 750 milliards d'euros

• Crédit : Stephanie Lecocq/Pool via REUTERS

.....

L'industrie tourne à fond, comme le BTP, comme les banques et les administrations, comme les transports, les seules difficultés tournent autour du commerce. Les écoles, les collèges et les lycées restent ouverts, uniquement pour permettre aux parents de produire encore et toujours, sans les difficultés du premier confinement d'avril. Quoiqu'il en coûte pour la pandémie, même si le nombre de contaminés explose au travail ou dans les lycées. Même si les travailleurs sont en chômage partiel. L'école n'est que la garderie des enfants, l'entreprise la garderie des travailleurs.

Et la polémique autour de l'ouverture des commerces n'est qu'une vulgaire affaire de fric à l'approche des fêtes de Noël, sans aucun souci ou préoccupation pour les travailleurs de ces secteurs, surexposés.

C'est désormais une certitude. La crise actuelle va faire basculer des centaines de milliers de personnes dans la pauvreté. Les sans-abris se multiplient, les Restos du Cœur sont débordés, les étudiants basculent dans la grande pauvreté.

Des centaines d'entreprises licencient, et ce n'est que le début, avec toutes les formes imaginables de renforcement de l'exploitation : fermeture, rupture conventionnelle collective, PSE, plan de départs volontaires, reprise, accords de performance collective (!!), avec même des sophistications perverses : vous avez le droit de « choisir » entre PSE ou APC, lol...

Le plan de financement de la sécurité sociale prévoit la poursuite des économies dans le secteur hospitalier, il n'est pas question de relever le RSA, la réforme de l'assurance chômage n'est que reportée au 1^{er} avril, la réforme des retraites vient de passer subrepticement au détour d'un amendement nocturne.

Et pour toutes celles et ceux qui ont encore un emploi, il va falloir travailler plus pour sauver le soldat patronal et financier, rembourser les milliards.

La crise sanitaire n'est qu'une nouvelle crise capitaliste après les précédentes et avant les suivantes, avec les mêmes enjeux, le maintien de la profitabilité des monopoles dans la guerre économique impérialiste et mondialisée.

LIRE

DE VIRUS ILLUSTRIBUS

CRISE DU CORONAVIRUS ET ÉPUISEMENT STRUCTUREL DU CAPITALISME

Anselme Jappe et al., Ed. Crise et Critique, 204 pages, 12€.

En 7 petits chapitres, ce livre nous fournit à la fois un tableau mondial de l'interaction entre crise du Corona et crise du Capital, et un bel exemple des grandeurs et limites du groupe Krisis. Groupe international d'intellectuels, fondé en 1986 par des Allemands et des Autrichiens, il s'est scindé en 2004, « Exit » d'un côté, et de l'autre « Critique de la valeur-dissociation », les auteurs de ce livre.

Le premier chapitre nous donne l'impression de lire du Tom Thomas. « Ce qui asphyxie le capitalisme est la diminution absolue du travail vivant impliqué dans le processus de production immédiat et la chute en conséquence de la masse de survaleur sociale » (p. 23). Et voici les notions de Capital automate, de « société autodestructrice » (p. 24), de « multiplication du capital fictif » (p. 25)... « Ces milliards « viennent du futur », a résumé Esther Duflo le 7 avril » (p. 30). Et « le spectre du krach financier mondial de 2007-2008 hante partout toutes les têtes, car les conditions qui en étaient les causes, loin de disparaître, n'ont cessé de s'élargir monstrueusement ».

Dans les chapitres suivants, la description de l'imbrication des deux crises, sanitaire et économique, est remarquable par sa largeur internationale, sa documentation fournie, et son éclairage théorique. Tout en énumérant les alertes pandémiques récentes, les crises financières successives, les mécanismes inégalitaires impérialistes, les réactions politiques diverses, nos auteurs soulignent la nouveauté des événements du printemps 2020, et posent des questions passionnantes, telle celle du chapitre III :

« Pourquoi ce retour en force de l'État? Comment les États ont-ils pu réaliser en quelques jours la mise à genoux du procès de valorisation de la valeur porté par des millions d'entreprises sur la planète? Comment tout à coup, les États ont-ils paru reprendre les slogans du premier gauchiste venu, « nos vies valent plus que leurs profits », « blocage de l'économie »? » (p. 66).

Au passage, vous avez droit à une critique de la « critique tronquée » des décroissants (p. 169). Ces derniers s'en tiennent en effet à la question des ressources limitées de la planète, mais ignorent les ressorts internes de la machine automate qui dévore ces ressources.

Puis, c'est la démonstration de l'utilité de la notion de dissociation (p. 147 et suivantes). Roswitha Scholz a joué un rôle clé dans l'introduction de cette notion au sein du groupe Krisis, jusqu'à provoquer sa scission de 2004. Elle explique (citée p. 148) :

« Au cœur de la théorie de la dissociation, il y a l'idée qu'un certain nombre d'activités de reproduction définies comme féminines, mais aussi d'attitudes correspondantes (la sollicitude par exemple) et de qualités dévalorisées (la sensibilité, l'émotivité, etc.), se voient, précisément, dissociées de la valeur et de sa substance, le travail abstrait, et attribuées aux femmes ». Cette dissociation rend le capitalisme et le patriarcat indissociables!

Grandeurs et limites... Venons-en aux limites. Le dernier chapitre, intitulé « L'État et l'économie vont-ils lâcher leur proie? », évoque les « mouvements sociaux des deux dernières décennies », les altermondialistes, les ZAD, les Gilets jaunes, les « soulèvements qui ont éclaté en 2019 » dans une douzaine de pays, les « mouvements climatiques », pour en conclure que « le terrain social est propice à l'irruption d'un soulèvement global incontrôlable » (p. 188). « Les États semblent restaurés d'un coup dans leur splendeur avec tous leurs attributs... mais dans le même temps, la crise du Covid-19 est celle du procès des États incapables d'anticiper » (pp. 188-189). Conclusion : le problème est celui de « l'absence d'une théorie élaborée de la crise » (p. 188), et « il reste indispensable de mener la critique » (p. 198).

Mais le communisme est-il seulement une théorie, une critique, des idées? Grandeur et limites, par conséquent. Apports théoriques, et misère politique et organisationnelle. Absolument passionnant, et politiquement décevant.

7

LA PANDÉMIE, UN PETIT PROTOTYPE DE LA GRANDE CRISE ÉCOLOGIQUE ?

Avec le premier confinement en mars, la pollution urbaine s'effondre en quelques jours. Donc on peut vraiment agir sur le climat, et ne pas se contenter de se lamenter sur les milliers d'années nécessaires pour résorber le CO2 déjà présent dans l'atmosphère. Pour les bourgeois, « les dégâts collatéraux du progrès » sont inéluctables – et bien la preuve est faite que non.

Il suffit de changer de mode de production, donc le pouvoir économique et politique, de mettre les prolétaires aux manettes avec comme premier souci la satisfaction de leurs besoins, avec comme deuxième souci la protection de la nature et la suppression de tous les gaspillages prédateurs dans tous les domaines.

La pandémie a donc un rapport avec l'écologie. Mieux : la manière dont la pandémie est gérée est un peu le prototype de celle dont la catastrophe écologique est et sera prise en compte ?

L'origine de la Covid-19 semble se trouver dans un rapport prédateur à la nature. Mais surtout, la politique de la classe dominante est la même : sauver le capitalisme en relançant la croissance, déverser des milliards aux capitalistes et annoncer aux travailleurs qu'il va falloir travailler plus, écouter les scientifiques non pour tenir compte de la réalité mais pour ruser au mieux avec la dose de morts inévitables, profiter de la dangerosité de la situation pour diminuer les libertés et renforcer les contrôles...

Le pouvoir insupportable et de plus en plus dangereux de la bourgeoisie ne s'écroulera pas de lui-même sous le poids de ses contradictions, il n'a de limite que la révolte de ses victimes.

Les crises écologiques et sanitaires capitalistes actuelles sont l'illustration de la manière dont le capitalisme nous traite. En attendant la future crise numérique catastrophique (imaginez un virus mondial – encore un – cette fois informatique...), ou le futur éclatement de l'énorme bulle financière ?

VIRUS ET BACTÉRIES : C'EST LA VIE !

Les bactéries sont des cellules uniques et sans noyau, environ 50 fois plus fines qu'un cheveu. Elles sont partout, en particulier, par exemple, dans notre microbiote intestinal.

Les virus sont 1 000 fois plus fin qu'un cheveu, et composés seulement d'un brin de matériel génétique entouré d'une capsule graisseuse. C'est pourquoi du savon ou du gel hydroalcoolique sont nécessaires pour les éliminer. Les virus vivent en parasites des cellules mais ne sont pas des cellules eux-mêmes, c'est pourquoi ils ne sont pas éliminés par des antibiotiques.

Selon le chercheur Clément Gilbert, « le corps d'un homme adulte sain abrite plus de trois mille milliards de virus » (wikipedia). Le problème n'est pas dans la présence de ces virus ou ces microbes en général, mais dans les échanges que nous entretenons avec notre environnement.

21

8

SOMMES-NOUS CONTRE LA MONDIALISATION ?

L'étymologie indique qu'une épidémie est « sur le peuple » (épi-démios) et qu'une pandémie concerne tous les peuples (pan-démios).

Cette pandémie de Covid est un pas de plus dans l'internationalisme obligé. Le virus, comme la pollution, comme le nuage de Tchernobyl, ne connaît pas les frontières. La pandémie a mis en évidence deux évidences contradictoires. D'un côté, il est aberrant de griller des tonnes de fuel lourd très polluant pour acheminer de l'autre bout du monde des produits qu'on peut produire ou cultiver sur place (des masques, des médicaments...). De l'autre, il est aberrant de vouloir fermer les frontières à l'heure des satellites et du réchauffement climatique.

Après le virus, la concurrence est encore plus féroce, la guerre économique mondialisée reprend de plus belle, partout dans le monde les monopoles restructurent et licencient.

A bas le système capitaliste-impérialiste !



FERMETURE !



2500 EMPLOIS



22 000 EMPLOIS



15 000 EMPLOIS



3000 EMPLOIS



9000 EMPLOIS



1700 EMPLOIS



700 EMPLOIS



13 000 EMPLOIS



1300 EMPLOIS



16 000 EMPLOIS



3000 EMPLOIS



**5 MILLIARDS D'AIDES
15 000 EMPLOIS**



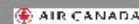
3000 EMPLOIS



600 EMPLOIS



**7 MILLIARDS D'AIDES
10 000 EMPLOIS**



20 000 EMPLOIS



10 000 EMPLOIS



5000 EMPLOIS



4500 EMPLOIS



35 000 EMPLOIS

**Non aux licenciements !
Travailler tous, moins et autrement !**



Mais on ne parle aujourd'hui clairement de pandémie que lorsque sont touchés les pays impérialistes, ceux de la triade USA-Europe-Chine. Ce sont les routes commerciales du XXI^e siècle qui ont déterminé la trajectoire de la maladie. Lorsqu'un virus ne concerne que des pays dominés, ainsi l'Afrique avec le virus Ebola, les médias dominants sont beaucoup moins bavards sinon carrément muets.

L'Afrique a proportionnellement moins de malades de la Covid et de décès que les autres continents, peut-être parce que la population est plus jeune, qu'il y a moins d'obésité, de diabète et de cholestérol. Mais les immigrés en France sont plus contaminés, ils sont plus âgés, mais surtout ils ont les plus mauvaises conditions de travail, de logement, de nourriture.

Faut-il rapatrier l'industrie, faut-il démondialiser, faut-il renforcer les frontières ?

Il est vrai que le principe de subsidiarité est juste. Pourquoi importer des haricots verts d'Afrique et des médicaments de Chine, sinon parce que les ouvriers y sont surexploités et soumis à des dictatures. Ce n'est que pollution pour la planète, esclavage pour les travailleurs, et profits pour le Capital. Ce qui peut être décidé, fabriqué, résolu localement n'a pas à être décidé, fabriqué, résolu à des centaines ou des milliers de kilomètres. Seuls les grands problèmes et les productions spéciales doivent être centralisés. C'est le principe de subsidiarité, de fédéralisme, de centralisme démocratique.

Mais la supériorité de la base n'a rien à voir avec le nationalisme borné et le racisme. Le confinement a montré une chose, c'est que la fermeture des frontières était liée à une catastrophe...

La bourgeoisie, comme les réformistes « patriotes » veulent que nous restions passivement enlisés dans le protectionnisme, le nationalisme, le culte de sa belle République; et, ce qui n'est pas opposé mais en découle naturellement, l'acceptation de l'ordre impérialiste mondial, dans la mesure où « notre nation » est gagnante. Voyez la foire d'empoigne sur les vaccins : un affrontement entre des bandes rivales de trafiquants ! Ah, si la France pouvait gagner !

Et bien non, nous sommes contre la mondialisation (impérialiste) et pour l'internationalisme (prolétarien).

9

LA PREUVE QU'UNE BONNE SOLUTION EST POSSIBLE NE SE TROUVE-T-ELLE PAS EN 1945 ?

Tous les réformistes nous chantent « les jours heureux » de la libération et du programme du Conseil National de la Résistance. Mais c'était il y a 75 ans, et tout a changé. Économiquement la France impérialiste de 1945 n'a juste rien à voir avec celle d'aujourd'hui. Socialement, les classes sociales ont complètement changé avec la quasi disparition de la paysannerie, la forte diminution de la classe ouvrière et l'explosion de la petite-bourgeoisie salariée. Et donc politiquement bien sûr rien n'est pareil, le compromis historique entre gaullistes et communistes n'est plus qu'un souvenir d'archives – et c'est une bonne chose. Quant à la situation mondiale, la guerre économique mondialisée s'est imposée partout avec férocité avec ses vagues de restructurations qui s'enchaînent comme des perles sur un collier.

Ce qui n'a pas changé depuis 75 ans, c'est le réformisme crasse des politiciens qui se disent de gauche (dont bien sûr le PC) et qui prêchent une humanisation du capitalisme, fondé sur les nationalisations, les services publics et une meilleure répartition des richesses – mais toujours l'exploitation et le silence radio sur la concurrence mondialisée et la recherche du profit.

Le jour d'après ne sera pas celui d'il y a 75 ans. Pour une double raison : parce que le monde a totalement changé bien sûr, et parce que l'illusion réformiste d'alors (bourgeois et prolétaires main dans la main pour reconstruire la France détruite par la guerre) a encore moins de sens aujourd'hui.

10

LE NOUVEAU RÉFORMISME A-T-IL VRAIMENT UNE VISION DU MONDE D'APRÈS ?

Évidemment, la crise sanitaire doublée de la crise écologique rend absolument illusoires toutes les solutions réformistes traditionnelles, mode CNR

ou « nationalisations + services publics + meilleure répartition des richesses ». Et de plus en plus de travailleurs s'en rendent compte d'ailleurs, ce qui explique la crise politique majeure de la gauche réformatrice du capitalisme à visage humain (voir déjà la préparation des présidentielles de 2022, la candidature de Mélenchon, les divisions PC – PS – Verts – FI, tout cela est pathétique). Donc on cherche, on discute, on envisage de nouvelles perspectives dans le cadre d'une sorte de « green réformisme »...

Les syndicats ont lancé l'affaire en mars 2019 avec le « pacte de pouvoir de vivre » de la CFDT, l'UNSA et la CFTC, alliés à une vingtaine de grosses associations (Fondation Abbé-Pierre, ATD Quart Monde, Fondation Nicolas-Hulot ou encore le Secours catholique). Elles sont aujourd'hui plus de cinquante. Autant dire la version ultra-réformatrice et laïque de la charité religieuse.

La CGT, Solidaires et la FSU ont embrayé en mai 2020 avec un « plan de sortie de crise », aux côtés d'autres ONG comme Attac, OXFAM, Greenpeace, les Amis de la Terre, Alternatiba ou la Confédération paysanne. Une version plus revendicative mais tout aussi réformatrice d'un capitalisme réformé. Et l'avancée sur ce terrain fait évidemment surgir toutes les contradictions internes, telles celles sur le nucléaire dans la CGT...



On devine déjà la réponse, une forme de capitalisme vert et solidaire...

.....

Au plan politique, la FI est en avance avec son programme écolo-social, bien silencieux néanmoins sur les enjeux économiques et la rupture avec le mode de production capitaliste – car c'est de cela qu'il s'agit. Ce qu'a compris quand même le PCF qui s'interroge désormais sur « quel mode de production au XXI^e siècle », en tentant avec désespoir de trouver une réforme du capitalisme acceptable dans le cadre de la guerre économique mondialisée.

Mais autant faire en sorte qu'un rapace ou un fauve devienne végétarien. Toutes ces tentatives sont vouées à se fracasser sur la dure réalité de la concurrence, du taux de profit, du pouvoir politique et économique de la bourgeoisie capitaliste impérialiste. Souvenez-vous de Tsipras en Grèce...



FAUT-IL SUIVRE LES EXPERTS OU S'EN MÉFIER ?

Dans cette période confuse, vrais et faux experts en tous genres se succèdent dans tous les médias, pour nous expliquer la « vraie vérité ». Qui change d'ailleurs d'un jour à l'autre, à tel point qu'on ne sait plus à quel expert.e se vouer, et la tentation est forte de défendre telle ou telle thèse, tel ou tel point de vue, qui conforte le mieux ce que nous pensions au départ. Cette démarche n'a rien de matérialiste, il faut s'en méfier... comme de la peste – c'est d'ailleurs le point de départ de tous les complotistes.

Le capitalisme est de plus en plus complexe, avec un développement fantastique des forces productives lié à des avancées scientifiques nombreuses et de plus en plus sophistiquées. Cela entraîne la concentration du savoir et des connaissances chez des experts de plus en plus nombreux, de plus en plus spécialisés. Et nous, pauvres prolétaires, on n'y comprend pas grand-chose, on a du mal à suivre.

Alors, faut-il se méfier des experts? Oui. Ne jamais oublier qu'ils sont formés dans la société telle qu'elle est, et que leurs connaissances scientifiques, leur « expertise » n'est jamais neutre. On connaît le rôle néfaste des médecins du travail, des experts juridiques, des journalistes spécialisés etc. qui nous



LA PRÉVISION DE D. RAOULT LE 21 JANVIER 2020

« **Que des gens soient morts de coronavirus en Chine, vous savez, je ne me sens pas tellement concerné.** [...] Le monde est devenu complètement fou [...] il se passe un truc où il y a **3 Chinois qui meurent et ça fait une alerte mondiale,** l'OMS s'en mêle, ça passe à la radio, à la télévision. [...] Il n'y a plus aucune lucidité. À chaque fois qu'il y a une maladie dans le monde on se demande si en France on va avoir la même chose. Ça devient complètement délirant. Je ne sais pas, **les gens n'ont pas de quoi s'occuper, alors ils vont chercher en Chine de quoi avoir peur [...]** Voilà, ce n'est pas sérieux. »

Didier Raoult,

Le 21 janvier 2020, Chaîne Youtube de l'IHU IM

Didier Raoult, faux expert antisystème mais véritable patron capitaliste engagé à fond dans la concurrence mondialisée entre labos de recherche.

.....

enfument et qui ont comme seule fonction d'empêcher toute remise en cause des fondements du système. En plus, les monopoles s'entourent depuis longtemps d'une armée d'experts lobbyistes pour nous faire accepter leurs choix, le meilleur exemple étant celui de Monsanto.

Donc pas de confiance a priori. Mais il faut comprendre, et c'est de plus en plus important pour être rigoureux dans notre critique du capitalisme. Cela passe par le collectif organisé, « tous experts », par la mise en commun de nos connaissances réciproques. C'est le collectif ouvrier qui connaît le mieux les questions de pénibilité. Les collectifs de victimes, à Lubrizol ou Buren qui connaissent le mieux les méfaits des toxiques chimiques ou des déchets nucléaires. Les collectifs de malades qui connaissent le mieux leur maladie et les méfaits de l'industrie pharmaceutique. Et quand ces collectifs existent, ils peuvent alors s'associer sous leur contrôle certain.e.s expert.e.s dont les compétences vont les aider à approfondir leur point de vue et leur critique de la société. A ce moment, on peut trouver ces scientifiques prêts à travailler sous direction des organisations de prolétaires.

Pour détruire le capitalisme, imaginer et construire la société de demain, c'est la force collective et réfléchie des prolétaires organisés qui comptera, aidés des intellectuels scientifiques prêts à mettre leurs connaissances à leur service.

12

LE GOUVERNEMENT JOUE SUR LA PEUR POUR MIEUX NOUS RÉPRIMER ?

Produire, produire et produire, vendre et maintenir le profit. C'est ça le moteur du gouvernement, doublé d'un aveuglement et d'une improvisation remarquables. Les mesures s'enchaînent sans aucun sens (les masques, les tests...), et le climat général est très stressant. Et le gouvernement craint comme la peste les mouvements sociaux, qu'il s'agisse d'un retour des Gilets Jaunes, de la révolte des banlieues (autour d'Adama Traoré par exemple), de la mobilisation des sans-papiers, très actifs comme on l'a vu les 30 mai, 20 juin et 17 octobre, ou de la reprise d'une mobilisation syndicale.

Alors il y a la répression, encore très forte contre les militants du mouvement sur les retraites, ou sur les Gilets Jaunes. La peur est aussi très efficace pour écraser les velléités de révolte. Non pas que ce soit particulièrement une tactique délibérée et calculée du gouvernement, on n'est pas dans le complot. Par contre, le gouvernement sait très bien surfer

sur la peur de l'épidémie, de la crise économique qui va s'aggraver, qu'il sait très bien l'entretenir à coup de statistiques inquiétantes et d'experts anxio-gènes.

Cependant, contrairement à ce qu'affirment beaucoup de militants, **on n'assiste pas un « tournant » liberticide**. Ce n'est que **la poursuite de la vieille tendance à la réaction**, qui produit chaque année une nouvelle loi répressive quasiment depuis les années 1970. Ce n'est que la tendance de l'aggravation de la crise économique, politique, sociale, et désormais sanitaire et écologique qui provoque révoltes et éclatement du consensus capitaliste, et donc nécessité de protection pour la bourgeoisie. La loi de « Sécurité globale » de Darmanin n'est que la continuation de la loi de modernisation de la police nationale de Joxe (PS) en 1985, ou du massacre des manifestants algériens du 17 octobre 1961.

L'idée, en tant qu'idée, que la pandémie puisse être une menace permanente, n'est pas vraiment déplaisante pour la bourgeoisie. Un mélange de guerre économique contre la concurrence internationale, de guerre sanitaire diverse et préventive, de guerre sécuritaire contre le terrorisme et la délinquance, est aussi une aubaine pour notre classe dominante. Pour détourner les travailleurs de leurs luttes, pour unifier « une nation de citoyens solidaires » (Macron).

Dans l'histoire, la liste est longue des gouvernements bourgeois qui ont déclenché une guerre au sens propre, une guerre militaire, pour tenter de consolider leur hégémonie contestée : Napoléon III en 1870, les généraux argentins en 1982 (guerre des Malouines), Bachar El-Assad libérant des centaines de prisonniers djihadistes en 2011, Bush en Irak, Sarkozy en Libye...

Si nous voulons avancer vers le monde d'après, il faut rompre avec cette peur qu'on veut nous imposer, et cela passe par l'organisation collective. Serrer les rangs, se regrouper, réfléchir et agir collectivement. Construire un projet, mener des batailles pour le faire connaître et avancer. « La peur n'évite pas le danger » rappelle le proverbe populaire. Alors, sortons de l'individualisme et du repli apeuré, et affrontons la crise en cours et le gouvernement capitaliste qui la gère !

L'ATTITUDE DES PUISSANTS FACE AU VIRUS, CE SERAIT UN GRAND COMLOT ?

C'est très à la mode, quand on est perdu et qu'on ne comprend pas bien, d'inventer un grand complot. C'est aussi facile et réconfortant d'avoir l'illusion de comprendre, même si cela réduit à l'impuissance.

Nous n'allons pas faire ici le tour de la question, d'autres l'ont fait avant nous, et nous renvoyons sans hésitations à l'excellent article collectif paru le 17 novembre « Hold-up sur l'anticapitalisme » (<https://cdarmangeat.blogspot.com/2020/11/hold-up-sur-lanticapitalisme.html>) qui fait le point sur toutes les théories du complot autour du virus, de Raoult au film Hold-up.

Nous voulons insister ici sur la conclusion : « Le succès de Hold-up est lié à notre faiblesse : absence de critique scientifique du capitalisme et de ses crises (notamment sanitaire), et absence d'une réponse politique apportée à cette crise. Pire, une partie de la gauche a parfois alimenté ces logiques complotistes, soit directement (OGMs, pesticides, vaccins), soit indirectement ».

Nous partageons le diagnostic, nous en partageons l'essentiel. Critique scientifique et réponse politique sont exactement ce qui nous guide, à notre modeste échelle, et c'est ce que nous tentons de faire par exemple au travers de ce magazine.

Simplement, nous ne pensons pas qu'il suffise « au final », de « faire confiance au consensus qui se dégage progressivement au sein de la communauté scientifique ». Cette communauté est traversée par la lutte des classes, aujourd'hui dominée par la classe dominante, bridée en amont dans son financement et ses objectifs, en aval dans ses publications et ses mises en œuvre et idéologiquement par la division entre travail et travail intellectuel dont les scientifiques sont les experts ultimes. Nous voudrions rajouter un aspect, qui n'est pas pris en compte par les rédacteurs de cette critique. Il n'y aura pas de politique anticapitaliste, pas de réflexion scientifique, pas de réponse et de projet, s'il n'y a pas un parti communiste pour les élaborer et les mettre en œuvre. La période est malheureusement marquée

par le refus maladif de toute forme organisée et partidaire (Gilets Jaunes, anarchosyndicalisme...), mais il faut le répéter : seule la construction d'un parti – et aujourd'hui d'une organisation communiste peut faire avancer notre projet.

Faute de quoi, nous resterons spectateurs d'une réalité qui nous échappe, à la merci de toutes les offensives bourgeoises, ballotés par des hypothèses complotistes toutes plus délirantes les unes que les autres, entraînés dans les impasses réformistes les plus variées qu'elles soient productivistes à l'ancienne (PC), ou néo « green réformistes » comme la France Insoumise.

14

CONCLUSION

L'idée du « jour d'après » a surgi durant le premier confinement, de l'idée simple que « ça ne pouvait plus durer comme ça », que « le système était dépassé », tant au niveau sanitaire, écologique qu'économique – le tout face aux évidences de la crise. Une puissante aspiration au changement, à une vie meilleure, sans trop savoir comment y arriver.

D'où une certaine inquiétude du côté des bourgeois, eux-mêmes incapables de gérer cette crise, et qui n'avaient qu'une peur, la réapparition de la révolte populaire, les Gilets Jaunes, parmi les soignants ou dans les banlieues. D'où une accumulation de promesses qu'elle ne tiendra évidemment pas, des milliards déversés pour éteindre les braises qui couvent, et bien sûr un côté ballon de baudruche appelé à se dégonfler rapidement. Aujourd'hui, les promesses et les grands discours sur le jour d'après sont passés à la poubelle, et l'actualité ce sont d'un côté l'apparition d'une nouvelle vague massive de licenciements accompagnée d'une nouvelle vague répressive autour de la loi de Sécurité globale.

De leurs côtés, les réformistes de toutes tendances se sont lancés à cœur joie sur de nouvelles versions éco-responsables, solidaires, d'un capitalisme à visage humain, aussi clinquant qu'illusoire. Là aussi, la réalité a rattrapé les fantasmes et les contradictions sont vite apparues entre ces projets aussi chimériques les uns que les autres. Il ne reste plus aujourd'hui que le pathétique cirque électoral déjà entamé pour 2022...

Car le fond de l'affaire, la réalité habituelle mais la plus cachée, c'est que l'économie capitaliste impose ses règles aux bourgeois de toutes tendances, la rentabilité du capital et le taux de profit, la guerre économique mondialisée et la concurrence, les marchés et les cours de Bourse. L'État lui-même n'est que « le comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière ».

La bourgeoisie est parfaitement au clair avec cette affaire, et gère la crise au mieux (ou au moins pire) pour préserver les intérêts de l'impérialisme français, compris dans son ensemble. Quitte à intervenir massivement alors qu'elle fait normalement profession du libéralisme le plus débridé. On fera payer plus tard...

Les réformistes sont indécrottables comme d'habitude, et s'imaginent qu'il suffit de changer le personnel dirigeant politique et économique pour pouvoir changer les choses. Mais les règles de fer du capital s'imposeront, y compris aux plus radicaux d'entre eux et soit ils nous mèneront dans une impasse, soit ils trahiront comme ils l'ont toujours fait (les gouvernements PS-PC de Mitterrand). Soit les deux, pour le plus grand désespoir des militants combatifs et honnêtes.

La pandémie aura montré aux plus lucides plusieurs choses : d'une part, ce que nous savions déjà, que le système capitalisme est un échec total; ensuite que les prémisses d'une société nouvelle apparaissent par réaction et nous montrent la voie à suivre, pour peu qu'on accepte la voie révolutionnaire de la prise de pouvoir et du renversement radical du capital. Enfin, que le lieu du pouvoir, le quartier général qu'il nous faut abattre, sur lequel concentrer nos coups, c'est l'état capitaliste et ses appareils d'État. État qu'il nous faudra remplacer, à la suite de la Commune de Paris dont nous allons commémorer les 150 ans, par « un gouvernement de la classe ouvrière » comme disait Marx. Et pour cela, toujours selon les enseignements de la Commune, il nous faut notre quartier général, la conscience et l'organisation, car « le nombre ne pèse dans la balance qu'uni par l'association et guidé par le savoir ».

150 ans plus tard, nous en sommes toujours là, et il n'y a pas d'autre chemin pour construire NOTRE jour d'après!